

DROGUES

Société intoxiquée



Les lois punissent et les drogues fleurissent. Les lois répressives se heurtent constamment aux réalités.
(photo: internet)

Qu'il s'agisse de cigarettes, de l'herbe, de l'alcool ou d'autres substances, les drogues accompagnent la rudesse et l'ennui de nos vies. Une partie d'entre-elles restent prohibées alors même que les politiques répressives se montrent inefficaces.

"No drugs - no future". C'est le titre un brin provocateur que Günter Amendt, sociologue réputé de Francfort, a choisi pour son dernier ouvrage. Invité au Luxembourg ce lundi par le Centre de Prévention des Toxicomanies en tant que conférencier, Amendt a mis d'emblée les points sur les i: il faut se débarrasser de l'idée d'une société sans drogues. Une thèse à l'opposé de ce qu'Anne Brasseur déclara en 1996, lors du large débat sur les drogues mené par la Chambre. Alors députée libérale de l'opposition, l'ancienne ministre en avait choqué plus d'un-e, en appelant de ses vœux une "solution finale" à la problématique des drogues.

S'inscrivant dans cette logique, l'eurodéputé Giusto Catania - Gauche unitaire européenne - considère dans son rapport de décembre 2004 de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, "que la politique nationale en matière de drogue doit être fondée sur la connaissance scientifique quant à chaque type de drogue". Ce rapport, qui contient des propositions sur la stratégie antidrogue de l'Union pour la période 2005-2012 et dont s'inspirent les plans d'action nationaux, qualifie d'échec les politiques européennes menées jusque-là. Dans le même esprit qu'Amendt, il veut soumettre à un examen scientifique, sociologique et culturel, la multiplicité des problèmes et risques liés aux drogues.

Inclure la politique des drogues dans une analyse sociale, voire économique, n'est pas une position nouvelle. Günter Amendt l'actualise à l'ère de la mondialisation et prédit: "In der globalisierten und deregulierten Welt von morgen werden psychoaktive Substanzen, die sowohl das Verhalten des Menschen beeinflussen wie das Bewußtsein verändern, nicht nur als Genussmittel - just for fun -, sondern auch als Instrumente der sozialen Steuerung unverzichtbar sein."

Nul besoin d'ailleurs d'être scientifique ou littéraire pour arriver à ce constat. Carmen Krons- hagen, responsable du Drop In, qui propose aux prostitué-e-s un

soutien moral et un suivi médical, estime que "dans notre société, l'être humain n'a plus aucune valeur". Confrontée quotidiennement à des jeunes qui se prostituent afin de financer leur addiction, elle plaide en faveur d'un investissement massif dans les activités pour jeunes, "et pas uniquement dans des choses élitaires, comme le tennis".

Se droguer pour "survivre"

Mais proposer des activités suffit-il à endiguer les fortes dépendances? "L'ennui et la recherche du 'kick'", constituent pour Carmen Krons- hagen une des raisons pour lesquelles une partie des jeunes se droguent. Même constat de Günter Amendt, pour qui la société de consommation néo-libérale conduit au "sensation seeking", une recherche permanente de sensations. Il est toutefois vain de vouloir tirer un portrait général du toxicomane. Romain Pauly, directeur du centre de réintégration pour toxicomanes de Manter- nach ne reconnaît pas forcément de profil socio-économi- que typique, bien que les rési- dent-e-s du centre soient souvent issu-e-s de milieux familiaux problématiques.

Pour sa part, Günter Amendt refuse de dramatiser la consommation de drogues. Partant du principe qu'une drogue, légale ou pas, produit des effets divers, de la relaxation à la stimulation intellectuelle en passant par l'hallucination, il prône une politique de la "raison pratique". Cette politique passe par la fin de toute logique répressive, étant donné que la consommation de drogues répond à un besoin humain souvent irrépressible. A l'instar du rapport Catania, il constate l'inefficacité totale de la répression de la consommation.

Le gouvernement luxembour- geois par contre, n'a toujours pas tiré cette conclusion. A la présen- tation cette semaine de ses "stratégie et plan d'action 2005-2009 en matière de lutte contre les drogues et les toxico- manies", le ministre socialiste de la santé, Mars di Bartolomeo, réalise certes une revendication de longue date: l'ouverture, à partir du 4 juillet, de la salle de con-

sommation pour toxicomanes. Si le plan repose sur les trois piliers "prévention", "réduction de la demande" et "réduction des risques", il se tait au sujet d'une éventuelle libéralisation de la po- litique des drogues. Comprenant 43 "actions concrètes", le plan d'action se concentre princi- palement sur le traitement des symptômes, la réinsertion, la re- cherche et la collaboration inter- nationale.

Répression: une politique de l'échec

Les socialistes avaient beau re- vendiquer la dépénalisation du cannabis dans leur programme électoral de 2004, leur ministre en charge du dossier peaufine son profil de dur. A la conférence de presse, il souligna qu'il n'était "pas disposé à considérer la con- sommation de cannabis comme une bagatelle." Le ministre n'en est pas à sa première tentative: lors d'une réunion de la commis- sion parlementaire de la santé, en février de cette année, il déclara qu'en raison de l'augmentation du taux de THC dans le cannabis, cette drogue ne pourrait plus être considérée comme douce. Pour Günter Amendt, cette affir- mation n'est ni plus ni moins un mensonge, une rumeur propagée par les partisan-e-s de la répres- sion. Loin d'être inactif, le mi- nistre de la santé traîne avec le lui un problème de taille: il est aussi compétent en politique de drogue qu'Anne Brasseur l'est en pédagogie. Preuve en est qu'il continue à considérer le can- nabis comme une drogue d'en- trée vers d'autres substances. "Si c'était le cas, plus de la moitié de la population luxembourgeoise serait héroïne", s'amuse Romain Pauly.

L'efficacité des politiques ré- pressives ne provoque pourtant pas uniquement le scepticisme de certain-e-s chercheur-euse-s et militant-e-s de la légalisation. Questionné au sujet du bien- fondé de cette politique, Romain Pauly s'interroge: "La pratique est-elle vraiment aussi répressive que les textes de loi?" Pauly constate en effet que la police elle- même tend à tolérer des pra- tiques de consommation pro- hibées. "Ils sont réalistes", cons- tate-t-il. Le bras armé de l'Etat se- rait-il donc plus raisonnable que son cerveau?

Alain Origer, le coordinateur national "Drogues" à la Direction de la Santé avoue en effet qu'il existe une "tension entre la politi- que de santé et celle de l'ordre public". L'exemple de la salle de consommation illustre d'ail- leurs l'absurdité de la logique répressive. Les consommateur- trice-s pourront bel et bien s'in- jecter en toute légalité leur dose dans les containers de la route de Thionville, la détention de leur produit restera, en théorie, illégal à tout autre endroit.

David Wagner

Drogen: Weiterhin Strukturmangel

Am Montag soll das seit 2000 angekündigte "Injek- tionszentrum für Toxikomane" seine Türen öffnen. Vorerst allerdings mit halber Kraft: In einer Anfangs- phase soll die Fixerstube nur für die BenutzerInnen des Nachtasyls "Nueteil" zugänglich sein, und auch für die nur drei Stunden pro Tag - eine minimale Erleichterung für Junkies, die mehrmals am Tag ihren Schuss setzen müssen. Gesundheitsminister Mars di Bartolomeo (LSAP) stellte bei seiner Pressekonferenz am Mittwoch jedoch klar, dass je nach Bedarf Öffnungszeiten und Personaleinsatz angepasst werden. Er musste aller- dings zugeben, dass das Standortproblem weiterhin nicht gelöst ist: Die Container der Nueteil sind derzeit auf dem "leschte Steiwer" auf einem Gelände platziert, das eigentlich für den Bau eines "Lycée technique pour professions de santé" vorgesehen war. Derweil lassen weitere dringend notwendige Struktu- ren auf sich warten: Radio 100,7 meldete am Donners- tag, dass zwei fünfzehnjährige Mädchen wegen Dro- gendelikten und Prostitution in der Schrässiger Haftan- stalt festgehalten werden. Allerdings sind wohl weniger die Delikte der Grund für die Inhaftierung als die Tatsa- che, dass es für minderjährige Junkies keine sinnvol- len Unterbringungsmöglichkeiten gibt - ein Mangel, der ebenfalls seit Jahren bekannt ist. Der neue Aktions- plan der Regierung sieht lediglich vor, dass die Oppor- tunität einer "structure spécialisée pour mineurs toxi- comanes" geprüft werden soll.

Schule soll doch Spaß machen

Deutliche Kritik an der luxemburgischen Schulsituation und der Reformunwilligkeit einiger Akteure aus dem Bildungsbereich hat das Ombudskomitee für Kinder- rechte geäußert. In einer Stellungnahme zu aktuellen Fragen aus der Schulpolitik zeichnet das Komitee ein eher trauriges Bild über den Alltag an Luxemburgs Schulen: Gewalt, Mobbing zwischen Jugendlichen, aber auch "inakzeptable Bemerkungen" von LehrerInnen den SchülerInnen gegenüber, Versetzungsproble- me und Angst vor der Schule - das seien die häufig- sten Klagen, mit den Betroffene an das Kinderrechtsko- mittee herantreten. Auch über die Hausaufgabendebatte kann das Komitee nur den Kopf schütteln. Von einer Abschaffung könne keine Rede sein, zudem sehe die Kinderrechtskonvention ein Recht auf Spiel und Freizeit vor. "Die schlechten Resultate bei verschiedenen inter- nationalen Studien, der hohe Prozentsatz an Schülern, die durchfallen sowie die Flucht auf Schulen ins Aus- land stellen die aktuelle Methode des Unterrichtens in Frage", kritisiert das Komitee weiter, das zugleich sein Unverständnis darüber äußerte, dass die vom Erzie- hungsministerium angestrebten Reformen wie der Neue Lycée und die neuen Bewertungsmodi systematisch zerredet würden.

Frauen und Europa

Als "einen Schritt in die richtige Richtung" wertete Juliette Kamper, "policy officer" der Europäischen Frauenlobby (EWL) den Verfassungsvertragsentwurf, über den die LuxemburgerInnen am 10. Juli abstim- men werden. Gleichzeitig schränkte sie aber ein: "Es ist nicht die Traum-Konstitution, die wir uns wünschen." Kamper war Gast bei der Konferenz "Der europäische Verfassungsvertrag und die Gleichstellung zwischen Frauen und Männer", die am Montag in Bettemburg un- ter der Leitung des Luxemburger Frauenrates (CNFL) stattfand und an der rund 50 Personen, die meisten von ihnen Frauen, teilnahmen. Obwohl sie selbst keine Pro- oder Contra-Empfehlung abgeben wollte, betonte die Referentin aus Brüssel die Vorteile des Textes, als da wären: die Aufnahme der bereits im Amsterdamer Vertrag eingeführten "Gender Mainstreaming"-Proze- dur, ein "gleicher Lohn- für gleiche Arbeit"-Artikel, die Bekämpfung von Frauen- und Kinderhandel und vor al- lem das Ziel der Gleichstellung von Frauen und Män- nern, das im ersten Teil des Vertrages ausdrücklich ge- nannt wird. Kamper erinnerte aber auch an gravierende Lücken aus feministischer Sicht. So wird die Ge- schlechtergleichheit nicht als Wert an sich festge- schrieben, und auch die anderen Rechte müssten, soll- te die Verfassung in dieser Form jemals in Kraft treten, wohl erst eingeklagt werden.